



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

**D'ATHENES**

N° 24 – Edition du 23 mars 2023

1

## BULGARIE

- ❖ Elaboration du projet de budget 2023 par le ministère des Finances
- ❖ Principaux résultats de l'enquête sur les forces de travail 2022
- ❖ Avancement de la construction du l'interconnecteur Bulgarie-Grèce
- ❖ Signature d'une déclaration stratégique entre la Bulgarie et la Roumanie
- ❖ Ouverture d'une troisième procédure au titre du PNRR par le ministère des Innovations et de la croissance
- ❖ Lancement de la procédure pour la location de deux ambulances aériennes.

**LE CHIFFRE A  
RETENIR :  
+9,4%**

LA REVALORISATION DU SALAIRE  
MINIMUM GREC AU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2023

## CHYPRE

- ❖ Le déficit du commerce extérieur atteint 1,39 Md€ en janvier (5,1% du PIB), en hausse de 163,5% sur un an
- ❖ Hausse de +6,7% de l'indice des prix à la consommation harmonisés en février 2023
- ❖ Le Ministère des Finances a annoncé les derniers résultats du programme OIKIA et confirmé la mise en place prochaine d'un mécanisme "mortgage-to-rent"
- ❖ Les comptes publics chypriotes affichent un excédent de 342,5 M€ en janvier 2023, soit +1,2% du PIB
- ❖ Le Ministère de l'Energie a annoncé l'extension de la période de soumission des demandes dans le cadre de son plan de promotion des investissements pour la mise à niveau énergétique des bâtiments

## GRECE

- ❖ Exécution budgétaire janvier-février 2023
- ❖ Le salaire minimum sera revalorisé de 9,4 % au 1er avril 2023, et passera de 713 € à 780 €
- ❖ Fiscalité: reprise de la pratique des paiements échelonnés
- ❖ En février 2023, l'indice des prix à la consommation harmonisé a progressé en Grèce de 6,5% sur un an
- ❖ Hausse des prix des logements sur un an de 11,1% en 2022,
- ❖ Hausse annuelle de 17,7% en janvier 2023 de l'indice du chiffre d'affaires du secteur industriel

## ROUMANIE

- ❖ Le déficit courant roumain diminue en janvier.
- ❖ Les pensions de retraites ont légèrement progressé au quatrième trimestre.
- ❖ L'Autorité de Sureté Financière suspend la licence d'exploitation de l'assureur Euroins.
- ❖ Le secteur de la construction ralentit fortement en janvier.
- ❖ Cetelem quitte le marché roumain.

# Bulgarie

## Macroéconomie et finances

**Elaboration du projet de budget 2023 par le ministère des Finances.** Le 15 mars dernier, le Conseil des ministres a approuvé, par une décision protocolaire, les paramètres, les hypothèses et les mesures pour l'élaboration d'un projet de Loi de finances 2023. Cette décision a pour objectif d'entreprendre des mesures conformément aux restrictions budgétaires prévues dans la législation nationale et européenne qui visent à maintenir un déficit limité à 3 % du PIB. La ministre des Finances, Rositza Velkova-Jeleva, [a annoncé](#), lors d'un *briefing* le même jour, que son ministère proposerait un ensemble de mesures portant sur les recettes et les dépenses.

Concernant les recettes, il est prévu (i) une contribution unique de solidarité au second semestre de cette année, c'est-à-dire un impôt sur les bénéfices excessifs pour toutes les personnes morales sur la base des principes du Règlement 2022/1854 du Conseil du 6 octobre 2022 ; (ii) le rétablissement à un niveau plus élevé de certains taux réduits de TVA, par exemple dans la restauration; (iii) une hausse des péages et des rémunérations de concessions; (iv) un renforcement des contrôles fiscaux. L'effet attendu des ces propositions est de 6 Mds BGN environ.

Concernant les dépenses, le ministère de Finances prévoit: (i) la restriction des dépenses de déplacements professionnels, d'entretien et des frais de représentation; (ii) l'interdiction de détournement des dépenses en capital pour couvrir un autre type de frais; (iii) l'exécution de 90 % des dépenses à la fin du troisième trimestre et, en cas de contraction attendue du déficit de 3 %, exécution des 10 % restants.

Le projet de budget 2023 sera soumis à une consultation publique le 3 avril (juste après les élections législatives le 2 avril 2023) avant d'être déposé à l'Assemblée nationale fin avril. Pour mémoire, le 23 décembre 2022, l'AN a approuvé une Loi de prolongation du budget 2022.

**Principaux résultats de l'enquête sur les forces de travail 2022.** Selon [les données](#) de l'Institut national statistique, en 2022, le taux d'activité pour la tranche d'âge 15-64 ans a été de 73,6 % (77,3 % chez les hommes et 69,7 % chez les femmes), soit une hausse annuelle de 1,6 pp. Le taux d'emploi pour la même tranche d'âge s'est établi à 70,4 % (73,8 % chez les hommes et 66,8 % chez les femmes), soit un accroissement de 2,3 pp en g.a. Le taux de chômage est faible 4,3 % (4,5 % chez les hommes et 4,1 % chez les femmes), en baisse de 1 pp par rapport à 2021. En revanche, le taux de chômage des jeunes (15-29 ans) s'est établi à 7,9 %.

## Enjeux sectoriels et thématiques

**Avancement de la construction de l'interconnecteur Bulgarie-Grèce.** D'après le ministre de l'Energie, Rosen Hristov et le directeur de Bulgartransgaz, Vladimir Malinov, qui ont inspecté [le 18 mars](#) l'avancement des travaux de construction de l'interconnecteur Bulgarie-Grèce (de 170 km dont 62 km sur le territoire de la Bulgarie), la mise en service du gazoduc aurait lieu en octobre cette année. Des tuyaux ont été alignés sur 48 km du tracé passant par la Bulgarie et les travaux de soudage ont également commencé. La capacité annuelle de l'interconnecteur est de 1,8 Md m<sup>3</sup> avec une possibilité d'augmentation à 3,2 Md m<sup>3</sup> après la construction d'une station de compression supplémentaire. Le

projet est d'une importance cruciale pour la diversification des approvisionnements en gaz naturel de la région.

**Signature d'une déclaration stratégique entre la Bulgarie et la Roumanie.** Une déclaration sur le partenariat stratégique entre la Bulgarie et la Roumanie a été signée [le 15 mars](#) à Sofia entre les Présidents de la Bulgarie et de la Roumanie, Rumen Radev et Klaus Iohannis. D'après l'information communiquée par la Présidence bulgare, le document reflète la volonté commune des deux pays d'unir leurs efforts pour faire face aux crises régionales et internationales, ainsi que leur responsabilité partagée pour la sécurité dans la région de la mer Noire. La connectivité régionale, notamment la construction d'un troisième pont sur le Danube, est prioritaire pour les deux pays. La Roumanie est le deuxième partenaire commercial de la Bulgarie (avec plus de 8 Md EUR en 2022) parmi les Etats membres de l'UE, après l'Allemagne.

**Ouverture d'une troisième procédure au titre du PNRR par le ministère des innovations et de la croissance.** La directrice en charge des Fonds européens pour la compétitivité au sein du ministère des Innovations et de la croissance, Iliana Ilieva a informé [le 20 mars](#) du lancement de la procédure relative à « la construction de sources d'énergies renouvelables pour l'autoconsommation en combinaison avec des batteries de stockages pour l'énergie produite », financée d'un montant de 200 M BGN (102 M EUR) au titre du Plan national de relance et de résilience (PNRR). La procédure sera ouverte jusqu'au 15 mai 2023 et les entreprises concernées (microentreprises et PME ainsi que des sociétés employant moins de 3000 salariés) peuvent soumettre leurs candidatures via : <https://bit.ly/3xlmh1t>. Le co-financement varie entre 35 % et 50 % en fonction de la taille et de l'emplacement de l'entreprise et le montant minimal de la subvention par entreprise est de 75 000 BGN (38 347 EUR) à 1 M BGN (511,3 K EUR). C'est la troisième procédure au titre du PNRR ouverte par le ministère des Innovations et de la croissance.

**Lancement de la procédure pour la location de deux hélicoptères médicaux.** Le Vice-Premier ministre, Hristo Aleksiev, a autorisé [le 22 mars](#) le lancement de la procédure ouverte pour la location de deux hélicoptères avec leurs équipages pour les besoins des services médicaux d'urgence. La location est pour une période de deux ans avec une possibilité de prolongation d'une année supplémentaire. Le candidat doit posséder les autorisations nécessaires, les hélicoptères et des équipages formés afin de commencer son activité immédiatement, l'objectif de la Bulgarie est de disposer des hélicoptères médicaux à la mi-2023. La date limite de soumission des offres est le 4 mai 2023.

## Chypre

### Macroéconomie et finances

Le [déficit du commerce extérieur](#) atteint 1,39 Md€ en janvier (5,1% du PIB), en hausse de 163,5% sur un an. Selon les données provisoires de CYSTAT, les exportations de biens, principalement orientées vers des pays hors-UE, ont progressé de +41,4% en g.a. mais restent relativement faibles en absolu, à 314 M€. Les importations, ont crû très fortement (+127,4% à 1,71 Md€). Ce bond spectaculaire des importations semble conjoncturel car principalement imputable à des transferts de propriété économique concernant des navires, dont les importations sont passées de 74 M€ à 926 M€ sur un an (provenance hors-UE). Notons par exemple [l'acquisition en janvier par Safe Bulkors d'un nouveau navire](#), le MV



Climate Ethics, vraquier d'une capacité de 48 000 tpi et qui voguera sous pavillon chypriote,. A titre de comparaison, ce poste représentait 1,4 Md€ d'importations sur l'ensemble de l'année 2022.

**Hausse de +6,7% de [l'indice des prix à la consommation harmonisés](#) en février 2023.** Sur un an, la principale composante de l'inflation demeure le poste énergétique (+18,8% pour la composante « Logement, eau, électricité, gaz et autres carburants »). L'inflation alimentaire atteint également un niveau relativement élevé (+9,5% sur un an), tout comme les services d'hôtellerie-restauration (+8,6%). Bien que toujours élevé, le taux de croissance des prix diminue pour le 7<sup>e</sup> mois consécutif après avoir atteint un pic en juillet 2022 (+10,6% en g.a.). Par rapport au mois de janvier, l'indice des prix harmonisés progresse légèrement, à +0,8%.

**Le Ministère des Finances a annoncé les derniers résultats concernant le [programme OIKIA](#).** Ce dernier prévoit la possibilité, pour les ménages ayant précédemment contracté un prêt immobilier avec des aides gouvernementales, de soumettre une demande de restructuration du capital restant de ce prêt ou de procéder à son remboursement intégral. Dans le cadre de ce programme, les primo-emprunteurs avaient jusqu'au 30 juin 2022 pour soumettre leur dossier. A l'issue cette période, le ministère des Finances a précisé qu'un total de 1 318 demandes ont été soumises (sur 1 948 ménages potentiellement éligibles), pour un montant de 131,1 M€ (sur un total de 179 M€). Jusqu'ici, 946 dossiers ont été considérés comme éligibles, contre 199 inéligibles et 173 en cours d'évaluation. La date finale pour l'achèvement des procédures, initialement fixée au 30 avril, a été repoussée au 31 décembre 2023, avec l'approbation de la Commission Européenne. **En outre, le ministère a précisé que les candidats non retenus pourront être inclus dans le programme « mortgage-to-rent », [une fois celui-ci validé par la Commission Européenne](#).** Approuvé récemment par la société publique de gestion d'actifs KEDIPEs, ce programme permettra à l'Etat de subventionner les loyers des emprunteurs en difficulté non retenus dans le cadre des plans Estia puis Oikia, moyennant le transfert de propriété de leur résidence principale à KEDIPEs. Cette dernière pourra acquérir les propriétés hypothéquées à hauteur de 65% de leur valeur actuelle, dans une limite de 250k€. Les emprunteurs paieront ensuite un loyer à KEDIPEs, avec une possibilité de réacquisition de leur bien au bout de cinq ans. Au total, le programme devrait bénéficier à près de 4 000 emprunteurs en difficulté pour un coût estimé à 400 M€. Son entrée en vigueur doit avoir lieu prochainement, parallèlement à la levée du gel des saisies immobilières qui a été confirmée début mars suite à un vote de la Chambre des Représentants.

**Les comptes publics chypriotes affichent un [excédent de 342,5 M€](#) en janvier 2023, soit un solde +1,2% du PIB.** Le solde marque une légère amélioration par rapport à l'excédent du mois de janvier 2022 (222,8 M€, soit +0,8% du PIB). Les recettes publiques ont crû de +21,6% pour atteindre 1,13 Md€, tirées par une hausse des taxes sur la production (+35,8% pour atteindre 364 M€, dont 263 M€ de TVA) et sur les revenus (+21,1% à 413 M€). Les dépenses progressent aussi significativement sur la période (+11,5% à 793 M€), du fait d'une hausse des prestations sociales (+14,1% à 329 M€).

## Enjeux sectoriels et thématiques

**Le Ministère de l'Energie, du Commerce et de l'Industrie a annoncé [l'extension de la période de soumission des demandes](#) dans le cadre de son plan de promotion des investissements pour la mise à niveau énergétique des bâtiments.** Inclus dans le plan de relance chypriote « Cyprus Tomorrow », ce projet, lancé en mars 2022, dispose d'une enveloppe de 40 M€ adressée aux PME et ONGs, qui auront jusqu'au 21 décembre 2023 pour déposer leur demande de subventions. Pour rappel, l'objectif de ce plans est de parvenir à une réduction de la consommation d'énergie primaire d'au moins 35% dans les

bâtiments ou de 30% dans les processus de production. Le taux de financement est de 40% des coûts éligibles pour les PME et de 60% pour les ONG, avec un plafond de 300k €.

## Grèce

### Macroéconomie et finances

**Exécution budgétaire janvier-février 2023 (données provisoires) :** le solde budgétaire a été excédentaire de 2,294 Mds€, contre un objectif d'excédent de 36 M€ prévu au titre de la loi de finances 2023, et contre un déficit de 910 M€ sur la même période 2022. Un excédent primaire de 4,201 Mds€ a été dégagé, contre un objectif d'excédent de 1,816 Mds€ et contre un excédent primaire de 840 M€ sur la même période 2022.

Les recettes nettes du budget de l'État se sont élevées à 12,950 Mds€, en hausse de 1,946 Mds€ (+17,7%), par rapport aux estimations de la loi de finances 2023. La hausse est attribuée i) à l'augmentation (15%) des recettes fiscales, qui se sont établies à 10,047 Mds€, en raison notamment de la prolongation, jusqu'à fin février 2023, du délai de paiement des taxes annuelles de circulation, ainsi que d'un meilleur recouvrement de l'impôt sur le revenu et de la taxe foncière (ENFIA) et ii) à la progression des recettes du budget d'investissement public qui se sont élevées à 1,415 Mds€ d'euros, en hausse de 630 M€ par rapport à l'objectif (785 M€).

Les dépenses totalisent 10,656 Mds€, en baisse de 311 M€ par rapport à l'objectif, mais en hausse de 893M€ en comparaison avec la même période 2022, principalement en raison d'une augmentation des transferts du budget ordinaire de 687 M€. Sur le volet du budget ordinaire, les paiements sont inférieurs à l'objectif de 141 M€. Cette évolution est principalement due i) au décalage des paiements des programmes d'armement à hauteur de 395 M€ et ii) et la sous-utilisation à hauteur de 135 M€ des appels en garanties. ([Ministère grec des Finances](#))

**Le salaire minimum sera revalorisé de 9,4 % au 1er avril 2023, et passera de 713 € à 780 €** (sur 14 mois et en valeur brute), selon les annonces officielles du [Ministère du Travail](#), ce qui porte le salaire net, sur la base de 40 heures par semaine, à 667€ par mois. Le salaire minimum journalier s'élèvera à 34,84 € brut. Le relèvement du salaire minimum entraîne la hausse mécanique de l'allocation chômage qui passe de 438€/mois à 479€/mois. Il s'agit de la troisième augmentation du salaire minimum réalisée par le gouvernement conservateur de K. Mitsotakis, au pouvoir depuis juillet 2019. Cette mesure concerne environ 585 000 salariés sur un total de 2,5 millions de salariés en Grèce, selon le gouvernement. Abaissé de 22% pendant la crise économique grecque, le salaire minimum avait été augmenté de 11% (à 650€) pour la première fois en février 2022, par le précédent gouvernement de gauche.

**Afin d'améliorer le paiement des impôts et des cotisations sociales, le ministère des finances, en accord avec la Commission européenne, a annoncé la reprise, à partir du 1er avril prochain, de la pratique des paiements échelonnés,** prévoyant l'apurement des dettes échues des contribuables en 72 ou 120 mensualités. Par ailleurs, par un autre amendement déposé au Parlement hellénique le ministère prévoit la possibilité du paiement de l'impôt 2022 sur le revenu en 8 mensualités, alors qu'un escompte de 3% est bonifié sur la totalité du montant dû dans le cas d'un paiement forfaitaire.

Selon [Eurostat](#), en février 2023, l'indice des prix à la consommation harmonisé a progressé en Grèce de 6,5% sur un an, contre 8,5% dans la zone euro et 9,9% dans l'UE. Il s'agit du quatrième taux le plus bas derrière le Luxembourg (4,8%), la Belgique (5,4%) et l'Espagne (6%). En revanche, l'inflation sous-jacente, définie comme l'inflation hors énergie et alimentation a été en Grèce de 6,8%, contre 5,6% dans la zone euro.

## Enjeux sectoriels et thématiques

**Hausse des prix des logements sur un an de 11,1% en 2022**, après une hausse de 7,6% en 2021, selon les données de la [Banque de Grèce](#). Pour rappel, l'augmentation a été de 12,2% au quatrième trimestre 2022. Les prix de l'immobilier ancien (+12,2% sur l'année) et dépassent légèrement l'immobilier neuf (+12,1%). Les prix des appartements évoluent différemment selon les régions. La hausse est plus importante dans les grandes villes, à Athènes (+15,2%) et à Thessalonique (+14,5%), suivie d'une hausse de +10,3% dans les autres grandes villes du pays et de +6,3% dans le reste du pays.

**Hausse annuelle de 17,7% en janvier 2023 de l'indice du chiffre d'affaires du secteur industriel** qui se replie en revanche de 17,2% par rapport à décembre 2022. Sur la base annuelle, le chiffre d'affaires rebondit de 17,8% dans l'industrie manufacturière et de 5,8 % dans l'industrie minière. Le chiffre d'affaires réalisé sur le marché intérieur connaît une augmentation annuelle de 18,2% et celui réalisé à l'export de 17%. ([ELSTAT](#)).

# Roumanie

## Macroéconomie et finances

**Le déficit courant roumain diminue en janvier.** En janvier 2023, le déficit courant de la Roumanie a diminué de -16,6 % par rapport au déficit enregistré en janvier 2022, pour atteindre [-949 M EUR](#), notamment grâce à une réduction du déficit commercial. La dégradation du déficit de la balance des biens, s'élevant à -2,2 Mds EUR, a été compensée par un excédent croissant de la balance des services, à +1,2 Mds EUR. Par ailleurs, les IDE ont progressé de +28,0 % pour atteindre 1,176 Mds EUR. En parallèle, la dette externe du pays a progressé de + 7,5 Mds EUR par rapport à janvier 2022, à 150,2 Mds EUR.

**Les pensions de retraites ont légèrement progressé au quatrième trimestre 2022.** Alors que le nombre de retraités a diminué d'environ 4 000 personnes au quatrième trimestre, pour atteindre 4,992 M de bénéficiaires, le montant moyen des pensions a progressé de +0,5 %, à [1 866 RON](#) (379,2 EUR). En raison de la persistance de l'inflation au cours de la période, le revenu réel des retraités a cependant diminué (-2,9 %) pour le troisième trimestre consécutif. Le montant des pensions connaît par ailleurs de fortes disparités selon les régions, de 1 409 RON (286 EUR) dans la région de Botoșani, à 2 365 RON (480 EUR) dans celle de Hunedoara.



## Enjeux sectoriels et thématiques

**L'Autorité de Sureté Financière suspend la licence d'exploitation de l'assureur Euroins.** L'Autorité de Sureté Financière (ASF) a [suspendu la licence d'exploitation](#) d'Euroins Romania, filiale de l'assureur bulgare revendiquant 18 % de parts de marché dans le pays. Euroins a été déclaré insolvable en raison d'un capital de solvabilité requis (SCR) insuffisant depuis juin 2022. Il manquerait 2,19 Mds RON à l'entreprise pour se conformer à ses obligations légales. Le Fonds de Garantie des Assurances a été mandaté en tant qu'administrateur provisoire de la société. L'ASF avait déjà imposé 26 sanctions à l'assureur, incluant des amendes d'un montant de 16 M EUR, depuis février 2020.

**Le secteur de la construction ralentit fortement en janvier.** Le secteur de la construction a vu son activité se rétracter de [-4,3 %](#) en janvier, par rapport au mois précédent. Le secteur est toujours porté par le segment des nouvelles constructions, qui croît de +6,3 %, ainsi que par le logement résidentiel (+10,5 %). En revanche, les activités de maintenance ont fortement diminué (-24,0 %). La Roumanie est le deuxième pays européen où l'activité de construction a le plus largement reculé en ce début d'année, derrière la Hongrie. Cependant, en raison du dynamisme observé en 2022, l'activité du secteur a progressé de +7,2 % en glissement annuel.

**Cetelem quitte le marché roumain.** Présent dans le pays depuis 2005 par le biais de la marque Cetelem, BNP Paribas Personal Finance, spécialiste des crédits à la consommation, a acté [son départ du marché roumain](#). Le groupe comptait 480 000 clients dans le pays et n'a pas trouvé de repreneur. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale de recentrage géographique. Sur le marché roumain, elle consacre une nouvelle étape dans le processus de consolidation du secteur bancaire observée ces dernières années.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes  
Rédacteurs : SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia

Pour s'abonner :  
Crédits photo :

[Athenes@dgtresor.gouv.fr](mailto:Athenes@dgtresor.gouv.fr)